Une manière souhaitable d'aller vers le souhaité

C'est une boutade dont on peut s'étonner qu'elle n'ait pas plus de succès : la gauche française se divise entre réformistes qui ne font pas de réforme et révolutionnaires qui ne font pas de révolution. Le débat de la décroissance invite à reprendre ce paradoxe.

Une proposition étonnamment classique

Les objecteurs de croissance font le choix sans ambiguïté de la démocratie. Pour mettre en échec un écofascisme bureaucratique qui viendrait gérer les pénuries de matières premières au profit des plus puissants. Parce qu'ils insistent sur l'importance du « dissensus » face à la pensée unique de la croissance et la nécessité d'une extension de la démocratie à la sphère économique en augmentant le pouvoir des salariés comme des usagers : que veut-on augmenter, à quel prix, au profit de qui, qu'est-ce qui est usage, mésusage, etc. ? De plus, Vincent Cheynet et Paul Ariès – moins Serge Latouche ou Yves Cochet – se défient particulièrement de la « pédagogie des catastrophes » dont ils craignent qu'elle ne fasse justement le lit de cette réponse autoritaire à la crise.

Ces auteurs se retrouvent pour ne pas désigner de base sociale particulière à leur projet politique, ce qui peut paraître étonnant alors qu'ils prennent en compte la

divergence des intérêts entre possédants et travailleurs sur les questions d'environnement, que Paul Ariès reproche justement aux Verts leur « défaut d'ancrage dans les milieux populaires[203] » et que la Charte du journal *La Décroissance* indique que « l'émancipation sera l'œuvre des humains eux-mêmes et au premier chef des plus faibles[204] ». Serge Latouche[205] reprend une citation de Cornélius Castoriadis selon laquelle l'idée d'un lien entre des forces sociales précises et une alternative est fausse dans une société moderne, et Paul Ariès veut « en finir avec les sujets moteurs de la révolution, lesquels ne sont pas plus la classe ouvrière que les alter-consommateurs[206] ».

Au-delà de ces accords, les objecteurs de croissance se divisent sur la stratégie, Serge Latouche et Jean-Claude Besson-Girard d'un côté, Vincent Cheynet et Paul Ariès de l'autre. Les premiers insistent sur le changement culturel et les expérimentations concrètes. Paul Ariès, au contraire marque sa distance avec les théorisations des expériences minoritaires apparues dans la mouvance de l'altermondialisme, celles d'Hakim Bey[207], de Miguel Benasayag[208] ou de John Holloway[209] qu'il présente comme la promotion d'une puissance sans pouvoir à partir d'îlots de résistance. Certes, ces expériences sont « vitales pour bricoler des alternatives qui pourront ensuite passer éventuellement dans l'ensemble de la société, (...) elles donnent aux militants le courage de poursuivre le combat contre la société croissanciste. (...) Ces lieux sont aussi des écoles contre le caractère unidimensionnel de l'homme[210] » et la simplicité volontaire permet de vivre en conformité avec ses valeurs. Mais Ariès comme Cheynet s'inquiètent dans le même temps que les adeptes de la simplicité volontaire s'enferment dans la bonne conscience, la dangereuse quête d'un homme nouveau, d'un paradis sur terre, d'une communauté de purs. Ils ne veulent pas d'une marginalisation des

militants alternatifs « dans les franges de la société au moment où la classe des enrichis envisage ouvertement la dualisation de la société[211] ». Paul Ariès s'oppose à ce que les objecteurs de croissance deviennent de « nouveaux cathares ». S'appuyant sur l'exemple des 250 000 Amishs américains qui vivent (presque) sans automobile, téléviseur ou portable, estimant avec justesse que « cette communauté protestante ne semble pourtant pas avoir contrarié l'expansion du modèle de consommation de ce pays[212] », Vincent Cheynet en conclut à l'inefficacité politique de « l'altermonde ». La simplicité volontaire, promue au mieux comme « résistance », doit pour eux s'effacer devant « la décroissance, qui en est son articulation politique[213] », surtout entendue comme la participation aux débats et aux élections.

Le même clivage se fait jour sur la participation à la démocratie représentative. Partant de la critique de l'anthropologue Pierre Clastres selon laquelle l'autonomisation du champ politique vis-à-vis de la société est la matrice d'une économie désinserrée à son tour de la société, Jean-Claude Besson-Girard pose son refus de principe de participation à tout pouvoir politique. Serge Latouche, parlant de « farce électorale », dénonce les lobbies qui font la loi, « un système dans lequel le pouvoir (donc le politique) est détenu par les nouveaux maîtres du monde ». Pour lui, y participer serait « au mieux un vain bavardage, au pire une forme de complicité avec le totalitarisme rampant de la mondialisation économique[214] ». Pour autant, il reste circonspect sur la démocratie directe, s'inquiétant de voir le pouvoir capté par une minorité, préférant la démocratie locale. Estimant en bout de course que « le rejet radical de la "démocratie représentative" a quelque chose d'excessif[215] », il soutient des aménagements comme la révocabilité des élus, le référendum d'initiative populaire,

les budgets participatifs et conseille aux objecteurs de croissance d'aller voter. Ces positions – Serge Latouche s'étant durement opposé en avril 2006 à la création du Parti pour la décroissance – ont provoqué une réponse cinglante de Vincent Cheynet : les élections, « l'État-nation et les partis politiques sont consubstantiels d'une démocratie moderne, au sens philosophique du mot[217] ». Pour Vincent Cheynet – qui considère par ailleurs la démocratie participative comme une régression – une telle remise en cause, couplée à la promotion de la démocratie locale, rapprocherait dangereusement les objecteurs de croissance de l'extrême droite.

Sans chercher de base de classe, mettant de côté la dimension minoritaire, rejetant la démocratie directe comme la démocratie participative ainsi que les critiques faites à la démocratie représentative, Paul Ariès et Vincent Cheynet se retrouvent finalement à défendre une stratégie politique des plus classiques : l'importance des élections, de la loi, du plan, de l'État-nation, de la participation aux exécutifs, la seule puissance de l'échange d'arguments rationnels dans le débat public… L'affirmation de la défense de « la République » – et plus seulement du triptyque liberté-égalité-fraternité comme dans la charte du journal *La Décroissance* – se fait de plus en plus forte au fil de leurs textes. Cette allégeance à la politique légitime étonne de la part d'auteurs qui critiquent avec virulence dans leur journal la plupart des acteurs du système politique, y compris ceux qui défendent la décroissance. Les Verts par exemple. Refuser de prendre à bras le corps *les limites du fonctionnement* du système représentatif – ne pas voir par exemple comment les inégalités de classe lui font perdre son principe de tiers entre les intérêts – ne condamne-t-il pas à critiquer seulement les *personnes* qui occupent les *fonctions* ?

Il est essentiel comme le font ces deux auteurs de refuser toute dérive antidémocratique, de s'inquiéter que soient confondus autonomie et retrait du monde social. Mais le refus d'un modèle où tout se ferait de l'extérieur du système politique implique-t-il pour autant de passer à un modèle où tout ne se ferait que depuis l'intérieur tel qu'il existe ? Se priver du rôle politique que pourrait jouer la « contre-société », faire l'impasse sur les réalités des intérêts discordants des classes, n'est-ce pas tout autant se priver de leviers de changement que le fait Serge Latouche en faisant l'impasse sur la participation aux institutions ? Au lieu de s'exclure réciproquement, ces ressources ne devraient-elles pas chercher une combinaison ?

Pour une stratégie majoritaire de classe sans naïveté

Comme le mettent en avant les partisans de la décroissance, le risque est celui d'une politique écologique qui soit ne prenne pas de décision, soit prenne des décisions faisant porter les coûts sur la seule population plutôt que d'opérer des changements de l'appareil productif. La plupart des décisions prises jusque-là dans les économies occidentales – de la taxe carbone à la question des déchets – vont dans le sens de l'intérêt des possesseurs de l'appareil productif : faire payer à d'autres le remboursement de l'abus gratuit de la nature, faire davantage peser la contrainte sur les individus que sur les processus de production, éviter toute pression de la démocratie sur ces derniers, protéger la profitabilité… et continuer à puiser dans les ressources naturelles. De cette divergence des intérêts de classe, les auteurs de la décroissance tirent peu de conséquences dans leur démarche politique.

Une dimension de « classe » n'implique pas forcément de faire d'une classe en particulier le nouvel acteur « magique » de l'histoire. Il ne s'agit pas des seuls objecteurs de croissance qu'évoque Paul Ariès, pas de la seule « classe ouvrière ». Il s'agit de ces groupes ainsi que de la très grande majorité de la population. Certes, la majeure partie de la population n'est pas « prolétaire » dans le sens où elle possède davantage que ses seuls bras et ses seuls enfants. En revanche, elle ne fait partie des possesseurs du capital que dans des proportions trop faibles pour modifier entièrement ses intérêts. La dimension de classe que pourrait avoir la politique écologiste tient donc moins à l'appui sur une classe en particulier que sur la mise en évidence pour la majeure partie de la population qu'elle a des intérêts propres dans le débat public sur l'environnement. Avoir un intérêt spécifique à défendre est plus mobilisateur qu'une noble cause, quand bien même ce serait la survie de la planète et donc de ses enfants. La mise en avant de cet *intérêt écologique de classe* – pas seulement d'un *intérêt général écologique* que défend Jean-Luc Mélenchon dans une approche républicaine[218] – ne peut-il constituer le levier de la construction d'une majorité ?

Le problème bien sûr est que la population est prise dans la consommation produite par l'hypercapitalisme. Barry Commoner connut la même difficulté quand, dans les années 1970, il échoua à entraîner le mouvement syndical et ouvrier américain dans le combat écologiste. Comme l'explique Andrew Feenberg, il fit trop confiance à la théorie marxiste traditionnelle pour laquelle la conscience de classe réelle rejoint forcément les intérêts objectifs de la dite classe. Barry Commoner « était tellement absorbé par sa polémique contre les tendances individualistes du mouvement écologiste qu'il refusa toute référence à la culture, ce qui, semblait-il craindre, mènerait de nouveau à une poli-

tique centrée sur les styles de vie individuels[219] ». Or, le nœud est culturel. L'intérêt de classe objectif passe par le filtre de ce qui est perçu culturellement comme « bien-être » : l'abondance des biens de la junkconsommation contre un climat sauvegardé, des biens moins nombreux mais de meilleure qualité (plus de « valeur d'usage »), « des conditions de travail moins dangereuses et de l'air et de l'eau propres[220] ». Andrew Feenberg insiste donc sur la nécessité de mener – en même temps qu'une politique de classe – une *politique de changement culturel*. L'action individuelle – du tri sélectif aux formes les plus radicales de la sobriété volontaire – est selon lui « un des moyens les plus efficaces dont dispose le mouvement pour mener au changement culturel. Même si ces gestes ont un impact limité sur l'environnement, ils changent les mentalités des personnes et ne doivent pas être rejetés sous prétexte qu'ils ne représentent pas une solution définitive et qu'on les utilise à l'occasion de fins réactionnaires[221] ». Comme l'écrit Jean-Luc Mélenchon, « l'implication populaire est aussi une des conditions du succès car les changements de mode de vie induits ne se feront pas sans assumer une nécessaire bataille culturelle de masse face aux normes consuméristes et mercantiles du capitalisme[222] ». Dans la pensée écologiste, des auteurs ont pensé cette *politique de changement culturel*.

Pour une politique de minorité active sans marginalisation

Le philosophe Félix Guattarri, auteur de *Les Trois Écologies*[223], proposa au milieu des années 1980 une micropolitique des valeurs, des affects et des façons de vivre. Comme l'explique Valérie Marange : « Il s'agit alors de promouvoir un "rhizome", un ensemble de plateaux plus

qu'une arborescence ordonnée, une synthèse de nombreuses rencontres entre des foyers de subjectivation disparates, hétérogènes (...) opérer des alliances ou des alliages entre des pôles de singularisation éclatés, mutants, en prise sur des questions de modes de vie : cultures minoritaires, féministes, usagers de la santé, homosexuels, chômeurs[224] ». Ces « nouveaux dispositifs concrets », « agencements collectifs d'énonciation » où s'enlacent l'individu et le social font que « l'écologie sociale est d'abord une politique des gens concernés sur les questions qui les concernent, des vivants sur la vie qu'ils vivent, des habitants sur le territoire qu'ils habitent, des vieux ou des jeunes sur la façon de vivre leur âge[225] ».

Ces « chantiers de la décroissance accueillant toutes les utopies concrètes[226] » comme les appelle Jean-Claude Besson-Girard, et pour lesquels il revendique un « droit à l'innovation radicale[227] », sont-ils à opposer à l'utopie en général ? Ce qu'il y a de plus souhaitable dans la croissance, n'est-il pas qu'elle nous incite à réfléchir justement au souhaitable que nous désirons pour le monde ? Si Vincent Cheynet défend l'utopie au nom de la « quête de sens[228] » consubstantielle aux humains, et François Brune constate que la décroissance « mobilise tous les caractères du mode utopique[229] », de nombreux autres auteurs réunis dans le numéro d'*Entropia* du printemps 2004 sur « Décroissance et utopie » constatent l'ancrage occidental de l'utopie et s'inquiètent qu'elle porte en elle la démesure et le refus des limites. Ils lui préfèrent les utopies concrètes et l'usage d'autres termes : espoir, perspective désirable... En référence au marxiste hétérodoxe Ernst Bloch, spécialiste des courants religieux révolutionnaires, Paul Ariès avance les termes d'« espérance » et de « mythe politique » : « un mythe n'est pas une illusion mais une fiction agissante[230] », ce que Bloch appelait une « utopie concrète ». Serge

Latouche met en lien utopie imaginée et « relocalisation de l'utopie » : « L'attrait de l'utopie conviviale combiné au poids des contraintes au changement est susceptible de favoriser une "décolonisation de l'imaginaire" et de susciter suffisamment de comportements "vertueux"[231] ». Cela l'amène à mettre en avant la possibilité d'un « cercle vertueux[232] » : reconceptualiser (décolonisation de l'imaginaire), restructurer (les rapports sociaux et le capitalisme), redistribuer (les richesses et les pouvoirs), relocaliser, réduire, réutiliser, recycler, réévaluer, etc. Angel del Rey et Miguel Benassayag pointent la nécessité que ces expériences concrètes – ces « hétérotopies[233] » pour utiliser le terme de Michel Foucault – ne se contentent pas d'être un alignements d'exemples lénifiants mais développent avec une certaine ampleur « des pratiques compossibles, désirables, (...) les ensembles, les nouveaux modes et agencements de la vie dans lesquels ces habitudes prennent sens[234] ». Comme le souligne le philosophe Olivier Abel, le plus difficile n'est pas tant de changer nos habitudes personnelles que celles prises ensemble : l'enjeu est d'arriver à différer ensemble, en entraînant des ensembles de plus en plus grands.

Serge Moscovici, s'appuyant sur l'histoire sociale – des premiers chrétiens aux dissidents de l'Est en passant par le mouvement des femmes ou le mouvement écologiste – a montré à la fin des années 1970[235] comment une *politique de minorité active* est le moteur d'une *politique de changement culturel* transformant les opinions, les manières de faire et de penser des grands ensembles sociaux, particulièrement quand le consensus sur les normes de la majorité s'affaiblit. Les minorités ne doivent pas se définir d'une manière négative par rapport au groupe majoritaire mais d'après leurs propres références. Elles doivent refuser les compromis et exprimer leurs opinions de manière cohérente, répétitive et sans concession. Le moteur du chan-

gement est un affrontement avec la majorité – la grande différence avec les Amishs – qui provoque des moqueries : « S'il n'y avait pas cette réaction, ça voudrait dire que les minorités n'ont pas d'influence[236] » explique Serge Moscovici. La grande difficulté est la gestion du temps : l'intégration trop rapide au jeu majoritaire fait perdre à la minorité active son influence spécifique. Après la relative intégration des Verts et des ONG écologistes, la sobriété volontaire, les expérimentations et les idées de la décroissance ne sont-elles pas un « deuxième tour gratuit » de *changement culturel* offert à l'écologie ?

Cela implique-t-il que les objecteurs de croissance ne participent pas au jeu politique classique comme semblent le penser Serge Latouche et Jean-Claude Besson-Girard, se contentant d'influencer les autres ? Serge Moscovici remet en cause cette alternative. Il estime qu'il faut « gagner les marges », mais dans le même temps « gagner le centre », c'est-à-dire par l'action ou les élections obliger à des modifications de politiques publiques. Cela pose bien sûr des questions. Certes, participer aux élections est nécessaire pour influencer les politiques publiques et pour affronter la majorité, processus nécessaire au changement culturel. Mais « gagner le centre » c'est prendre le risque d'« être gagné par le centre ». Jusqu'où – ou comment – s'avancer sans être satellisé par le centre et perdre son influence spécifique de minorité active ? Choix des élections auxquelles on participe (locales, présidentielles…), manière d'y participer, intégration ou non d'exécutifs, autolimitations que l'on se donne quant à la professionnalisation de la politique, méthodes de dialogues entre les militants du centre et ceux de la marge (« gagner les marges » contrebalance « gagner le centre » selon Moscovici) : autant de pistes qui sont en débat chez les objecteurs de croissance comme dans la gauche de la gauche.

On peut aussi se demander si ce sont les mêmes acteurs qui peuvent défendre l'*intérêt écologique de classe de la majorité* dans sa contradiction avec celui du capital, et être en affrontement avec cette même majorité pour lui faire changer sa conception du bien-être, cela n'empêchant pas les premiers de faire un travail pédagogique en faveur des valeurs partagées avec les seconds. Peut-on imaginer des acteurs partageant les mêmes conceptions mais en concurrence – par exemple au niveau électoral – car jouant des rôles et portant des insistances différentes ?